Plus que quelques mois avant 2017 : à l'Élysée, ça recase à tout va!



Article rédigé par Nicolas Gauthier, le 19 juillet 2016

[http://www.bvoltaire.fr] "Moi, président de la République "... Lui, en fait, toujours « premier secrétaire du Parti socialiste »... Décidément, François Hollande, même à l'Élysée, demeurera toujours l'homme de la rue de Solférino. Et voilà l'éternelle antienne du bal consistant à recaser les copains à l'approche d'élections ne s'annonçant pas sous les meilleurs augures.

Bref, il faut d'urgence trouver des parachutes plus ou moins dorés à ses complices et autres obligés. Certes, ce n'est pas l'apanage de la seule gauche, la droite ayant maintes et maintes fois usé avant elle de cette sorte de droit régalien. Tenez, même au Front national, après l'échec de l'équipée mégrétiste, Jean-Paul Huchon, alors président du conseil régional d'Île-de-France, accepta volontiers de recycler nombre de lepénistes égarés à la demande de son collègue Jean-Yves Le Gallou, chef frontiste déchu.

Que François Hollande et son Premier ministre fassent de même, rien de bien nouveau sous le soleil ; à cette petite différence près qu'il agit, non point comme un Président, mais comme un banal chef de parti. D'où l'éventualité de la nomination d'un certain Bernard Roman, député socialiste du Nord depuis près de vingt ans, à la tête de l'ARAFER, Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières ; soit le genre de poste où l'on ne risque le burn-out que de loin, surtout à 150.000 euros de rémunération annuelle.

Là où l'on dépasse le simple fait du prince, c'est que le Bernard Roman en question n'est pas exactement le premier venu : fidèle soutien du gouvernement, il n'hésite pas, sur son blog du 4 juillet dernier, à vanter la loi El Khomri, une véritable « réforme de gauche », à l'en croire, tout en vantant « le message universel de François Hollande », grâce à l'action duquel « la reprise arrive » ! En langue vernaculaire, ce qui s'appelle généralement un lèche-cul. Mais un lèche-cul qui a du flair, nous révèle Le Point : « Longtemps premier adjoint de Pierre Mauroy à Lille, [Bernard Roman] est par ailleurs en mauvais termes avec Martine Aubry, qui a hérité du fauteuil de maire à sa place. Une fois nommé à l'ARAFER, il libère une place pour les législatives de 2017. Une place qui pourrait revenir à un proche de Martine Aubry, dont le chef de l'État veut s'attirer les bonnes grâces à la veille de la présidentielle. »

Comme quoi, « Lui », président de la République, aura malgré tout réussi à faire reculer le chômage.